



Communiqué de presse

30.11.2023, Liège

Procès pour une mobilité populaire et durable

Le 30 novembre 2023 débutera le procès de trois militants poursuivis par l'Etat belge pour avoir questionné la politique fiscale en matière de mobilité.

Trois personnes sont citées à comparaître devant le Tribunal correctionnel de Liège (Belgique). Ce qui leur est reproché ? D'avoir, en août 2022, "subtilisé frauduleusement" deux bâches publicitaires qui vantaient les mérites de grosses voitures électriques onéreuses.

Ces publicités devaient servir à du *brandalisme* (détournement publicitaire à des fins militantes) durant la semaine de la mobilité. Cette action prévue dénonçait la **fiscalité** liée aux **voitures de société**. Une fiscalité avantageuse qui incite à l'achat de **couteux véhicules inutilement puissants, lourds et énergivores** sous l'unique prétexte qu'ils soient électriques. Cet avantage fiscal pèse entre 2 et 4 milliards d'euros par an sur les finances publiques. Il est d'ailleurs pointé du doigt par l'OCDE et la Commission européenne qui jugent ce système cher, injuste et inefficace.

De manière plus large, les militants souhaitent **questionner l'ensemble des choix politiques et industriels** en matière de mobilité. Que ce soit du point de vue social ou en termes de ressources, d'environnement et de climat, les orientations actuelles ne sont pas tenables.

Ce procès, c'est donc l'occasion de s'interroger sur les récits dominants de notre mobilité future. Des récits qui restent en majorité construits sur **l'ancien système de la dépendance à la grosse voiture**. Or, cette voie ne tient pas la route.

Un argumentaire rassemble, détaille et explique les preuves de cette voie sans issue sur laquelle nous circulons actuellement. **Plus d'une trentaine d'associations et de personnalités reconnues** dans leurs domaines de compétence ont avalisé cette vision. Ils reconnaissent également la nécessité et la légitimité d'agir concrètement sur le terrain.

Les militants espèrent que ce procès puisse être l'occasion de **porter la question de l'avenir de notre mobilité sur la place publique**, d'en faire un réel **débat citoyen** et d'en sortir avec des **décisions collectives**.

N'hésitez pas à signer **la pétition** pour manifester, vous aussi, votre désir d'une mobilité accessible à toutes et tous mais également durable.

> **[Vers la pétition de soutien...](#)**